



Afin de vous aider à remplir ce formulaire, un guide à l'intention des entreprises est disponible sur le site Web de l'Autorité, au www.lautorite.qc.ca, à la section « Contrats publics ».

Partie 1 – Information générale

1.1 Identification du type de demande

Veillez cocher la raison pour laquelle vous remplissez ce formulaire :

- Demande de délivrance d'autorisation
 Demande de renouvellement d'une autorisation

1.2 Information sur le contrat (si applicable)

Si vous faites une demande de délivrance d'autorisation, veuillez fournir l'information suivante :

Le numéro de l'appel d'offres : # 264 410 Planage revêtement arrondissement Lachine

La valeur estimée du contrat ou du sous-contrat : _____

La date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise:

Pas encore disponible.

Si l'entreprise fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom :



Partie 2 – Identification et coordonnées de l'entreprise

2.1 Nom complet de l'entreprise

Veillez indiquer le nom complet de votre entreprise qui figure au Registraire des entreprises du Québec. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, veuillez indiquer vos noms et prénoms. Si l'entreprise a un nom français et un nom anglais, veuillez indiquer les deux noms :

Terra Location inc.

2.2 Autres noms

Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle ou a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section 2.1?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez indiquer tous les noms se trouvant actuellement à la section « Autres noms » de votre immatriculation au Registraire des entreprises ainsi que tous les autres noms sous lesquels votre entreprise a exercé ses activités depuis les cinq dernières années :

Noms actuels :

Terra Location Inc.

Terra Roc

Terra Béton

Terrasphalte

Noms antérieurs :

Terra Menuiserie Inc.



2.3 Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Veillez indiquer le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) attribué par le Registraire des entreprises :

116 42 05370

2.4 Numéro de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

Veillez indiquer le numéro de licence (RBQ) attribué par la Régie du bâtiment du Québec :

5632-2050-01

2.5 Nature des activités de l'entreprise

Veillez indiquer la nature des activités de l'entreprise :

Travaux de Genie Civil, Construction de route

Egoût, Aqueduc, Pavage, Trottoirs, Bordures.

2.6 Adresse du siège¹

1765	Boul. Maloney Est	
N°	Rue	Bureau
Gatineau		Quebec
Ville		Province / État
J8R 1B4	Canada	
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal : (819) 663 - 7906		Télocopieur : (819) 663 - 2382

¹ Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.



2.7 Adresse de correspondance

Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance :

N°	Rue	Bureau
Ville		Province / État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal : () _____ - _____		Télécopieur : () _____ - _____

2.8 Autres adresses

Veuillez remplir l'annexe F et y indiquer toutes les autres adresses de l'entreprise ainsi que celles de tous ses établissements depuis les cinq dernières années.

2.9 Langue de correspondance

Français Anglais

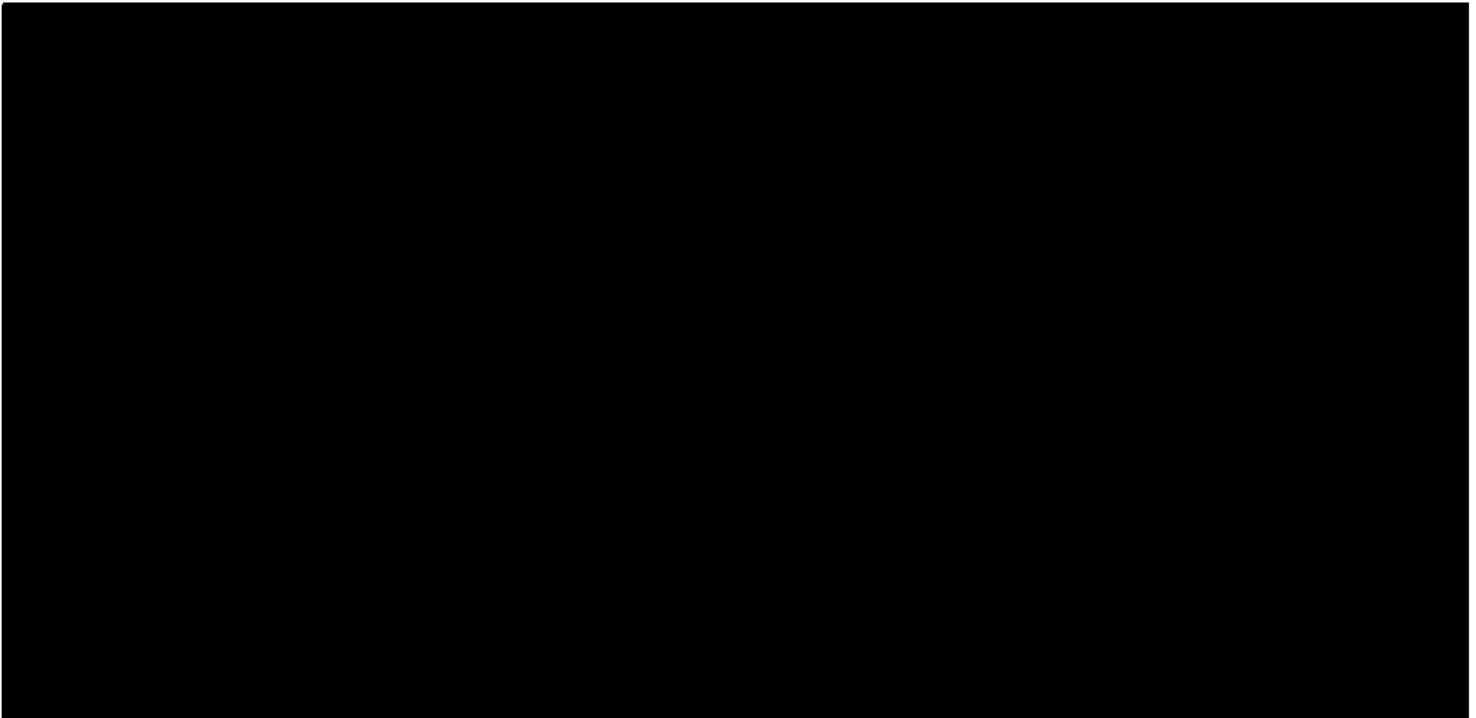


Partie 3 – Information sur le répondant

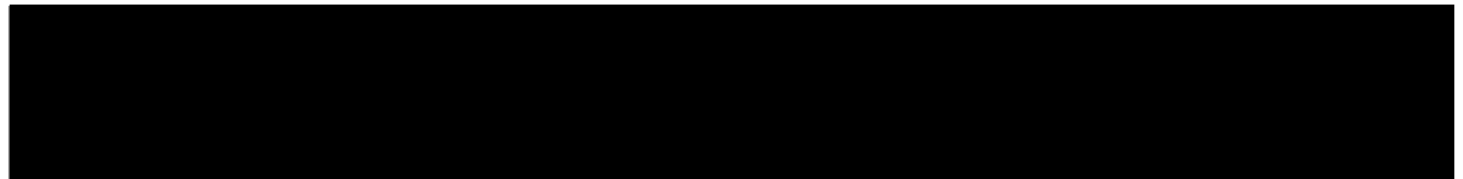
L'entreprise qui souhaite conclure un contrat avec un organisme public doit nommer une personne physique qui agit à titre de répondant en vertu de l'article 21.23 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* :

« La demande d'autorisation doit être présentée à l'Autorité par la personne physique qui exploite une entreprise individuelle, par un administrateur ou par un dirigeant dans le cas d'une personne morale ou par un associé dans le cas d'une société. Celui qui présente la demande agit à titre de répondant pour l'application du présent chapitre. »

3.1 Identification du répondant



3.3 Fonctions du répondant au sein de l'entreprise





Partie 4 – Déclaration de l'entreprise

Section I - Déclaration

Veillez répondre aux questions suivantes.

1. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

2. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

3. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

4. L'entreprise a-t-elle déjà été déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 641.2 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2), à l'article 221.1.2 de la *Loi sur les élections scolaires* (chapitre E-2.3) ou à l'article 564.3 de la *Loi électorale* (chapitre E-3.3)?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section III du présent formulaire.



5. Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*?

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

6. Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)?

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

7. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés financiers pour la présente demande?

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

11 Mars 2013

Date



Section II - Information sur les infractions

Si vous avez répondu « oui » aux questions 1, 2 et/ou 3 de la *Section 1 – Déclaration* du présent formulaire, veuillez fournir l'information ci-dessous pour chaque infraction :

11 Mars 2013

Date



Section III - Information sur les interdictions en vertu des lois électorales

Si vous avez répondu « oui » à la question 4 de la *Section 1 – Déclaration* du présent formulaire, veuillez fournir l'information ci-dessous pour chaque interdiction de conclure un contrat public :

11 Mars 2013
Date



Partie 5 – Documents à fournir





Partie 6 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la présente demande.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans la présente demande sont véridiques et complets.

Je reconnais que l'Autorité transmet au commissaire associé aux vérifications nommé conformément à l'article 8 de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1), les renseignements obtenus afin que celui-ci effectue les vérifications qu'il juge nécessaires pour donner à l'Autorité un avis à l'égard de l'entreprise visée par la demande d'autorisation, le tout en application de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1; 2012, chapitre 25) (la « LCOP »).

Je comprends que toute déclaration fausse ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la

11 Mars 2013
Date

Partie 7 – Consentement additionnel

(à remplir lorsque la demande d'autorisation est présentée par une entreprise étrangère)

Pour l'entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités, le consentement suivant est demandé en vertu des paragraphes 1° et 2° de l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics* :

Je consens à ce que le commissaire associé aux vérifications communique les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'informations ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics*, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications. Pour l'application de l'article 5 de ce règlement, la localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

11 Mars 2013
Date



Partie 8 – Transmission du formulaire

Veillez faire parvenir ce formulaire, ainsi que le paiement et les documents requis, par la poste à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Place de la Cité – Tour Cominar
2640, boul. Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1

Pour toute question liée à ce formulaire, veuillez communiquer avec un agent de notre Centre d'information en composant le 1 877 525-0337.